

GREDI

Groupe de Recherche en Économie
et Développement International



Cahier de Recherche / Working Paper
11-02

Le rôle des importations dans la consommation alimentaire au Cameroun

Cyprien Awono

Michel Havard

LE ROLE DES IMPORTATIONS DANS LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE AU CAMEROUN

Cyprien AWONO*, Michel HAVARD**

*GREDI-Département d'économie, Faculté d'administration, Université de Sherbrooke, Canada.

**Centre de Coopération internationale en recherche agricole pour le développement, UMR Innovation, Montpellier, France.

Contact mail : Cyprien.Awono@Usherbrooke.ca

Les émeutes de la faim de février 2008 ont révélé la fragilité de la sécurité alimentaire du Cameroun. Selon les associations de défense des consommateurs, ceci serait lié aux importations massives de denrées de première nécessité, qui aurait pour conséquence une dégradation constante du taux de couverture des besoins alimentaires et une dépendance accrue à l'égard de l'extérieur. L'objectif de cet article, en s'appuyant sur les données de l'Institut camerounais de la statistique et de FAOSTAT depuis l'indépendance, est de montrer que cette dégradation n'est pas confirmée par les chiffres sur les importations alimentaires, dès lors qu'on prend en compte la mondialisation des échanges agricoles. Ensuite, cet article discute le rôle des importations comme instrument de la politique alimentaire du Cameroun, et pose la question d'une politique stratégique de valorisation et de promotion des produits alimentaires locaux.

Mots-clés : Importations, alimentation, politique alimentaire, sécurité alimentaire, dépendance alimentaire, Cameroun.

INTRODUCTION

Considéré à juste titre comme le grenier agricole et alimentaire de l'Afrique centrale, les émeutes de la faim de 2008, ont toutefois révélé la fragilité de la sécurité alimentaire au Cameroun. Selon certains analystes¹, le paradoxe camerounais, serait l'importation massive de denrées alimentaires de première nécessité telles que le riz et le blé au détriment du développement de la production locale. Ou alors le pays serait comme le disent cyniquement certains, ce rentier qui exporte à l'état brut ses produits et importe des produits finis dont les prix dans les deux cas de figures sont fixés par l'acheteur (qui troque à l'occasion le costume de vendeur de produits finis). La caricature est certes poussée à l'extrême, toutefois, il n'en demeure pas moins que les consommateurs urbains soient exposés à la volatilité des prix des produits achetés sur le marché mondial. Aussi, en se tenant aux mises en garde des associations de défense des consommateurs et de la société civile locale², on assisterait au Cameroun à une dégradation constante du taux de couverture des besoins alimentaires et à une dépendance accrue vis-à-vis des importations.

L'objectif de cet article est de montrer que cette thèse ne rend pas compte de la réalité. Les hypothèses sont les suivantes : i) la dégradation dont fait état la société civile n'est pas confirmée par les chiffres, dès lors qu'on tient compte de la mondialisation des échanges agricoles, ii) ce point de vue s'appuie sur une base statistique incomplète et erronée, et iii) il ignore l'articulation instituée par l'Etat camerounais entre l'achat intérieur et les autres moyens de sa politique alimentaire.

Cet article ressort la place de l'alimentation dans les importations, ainsi que le poids des grands produits et leur part dans l'approvisionnement local. Ensuite, il discute le rôle des importations comme instrument de la politique alimentaire du Cameroun. Enfin, il conclut sur la nécessité de mettre en place une politique alimentaire de promotion et de valorisation des produits agricoles locaux.

Méthodologie

Les sources des données utilisées dans cet article sont issues de CountrySTAT Cameroun (FASOstat), de la Banque Mondiale, l'Institut National de la Statistique (INS) du Cameroun, les douanes camerounaises, etc. depuis l'indépendance.

L'analyse chronologique des données des importations alimentaires et de la population du Cameroun de 1961 à 2007, permet de ressortir l'évolution de ces importations en valeur et leur part sur la totalité des importations, mais aussi leur valeur par habitant.

L'analyse des indices des prix des denrées alimentaires et non alimentaires permet de ressortir les impacts des prix sur les importations et la consommation des ménages.

¹ Assertion reprise par le Président de la république du Cameroun, Paul Biya lors de son discours radiodiffusé le 31 décembre 2010 (www.prc.cm).

² Notamment, l'association citoyenne de défense des intérêts collectifs (ACDIC). Ses nombreux plaidoyers sont disponibles sur le site internet : www.acdic.net.

L'analyse des politiques agricoles, des indicateurs socio-démographiques et des droits de douanes sur les denrées alimentaires importée permet de mieux cerner le rôle des importations dans la politique alimentaire du Cameroun.

Résultats

Augmentation importante mais irrégulière de la valeur des importations alimentaires

De l'indépendance à 2007, la valeur des importations alimentaires à été multipliée par 35 ; elle est passée de 14 millions \$ US à 490 millions \$ US (Figure 1 et Tableau 1 en annexe). Mais sa part dans l'ensemble des importations varie peu depuis l'indépendance. Elle se situe dans la majorité des cas entre 10 et 16 % (minimum de 7 % en 1996 et maximum de 19 % en 1992).

Lorsqu'on parle de la « vie chère au Cameroun », on fait généralement référence aux quatre produits qui comptent de façon significative dans les importations alimentaires : deux céréales – le riz et le blé – et deux produits animaux – le poisson et la viande. Toutefois, la liste est longue des denrées alimentaires qui apparaissent dans la nomenclature très détaillée de l'Institut national de la statistique du Cameroun (INS). Seules, les denrées alimentaires de première nécessité qui rentrent dans la consommation « normale » ont été retenues. Le poisson n'a pas été pris en compte, car, la pénurie actuelle au Cameroun, ne se posait pas avec la même ampleur en 2008. Nous l'avons remplacé par le lait et les produits laitiers qui occupent une place importante dans les importations alimentaires (paradoxalement le Cameroun est un exportateur net de bovins sur pied et de carcasse bovine en Afrique centrale et vers le Nigéria). Nous avons aussi ajouté un produit « paradoxal » le sucre dont la pénurie se fait ressentir alors que les exportations du pays étaient jusque là très importantes. Même si certains chiffres peuvent paraître sous-estimés dans les statistiques disponibles, nous avons choisi de les publier tels qu'ils apparaissent dans les statistiques officielles et internationales. Ils expriment d'avantage un ordre de grandeur.

Par ailleurs, nous faisons le choix de présenter et d'analyser uniquement les sommes d'argent déboursées par le Cameroun pour « s'alimenter » sur le marché international. Enfin, dans notre analyse nous utiliserons le dollar US constant pour éviter de faire des comparaisons approximatives en Fcfa (Figure 1 et Tableau 2 en annexe). Le tableau 3 en annexe présente le volume des importations.

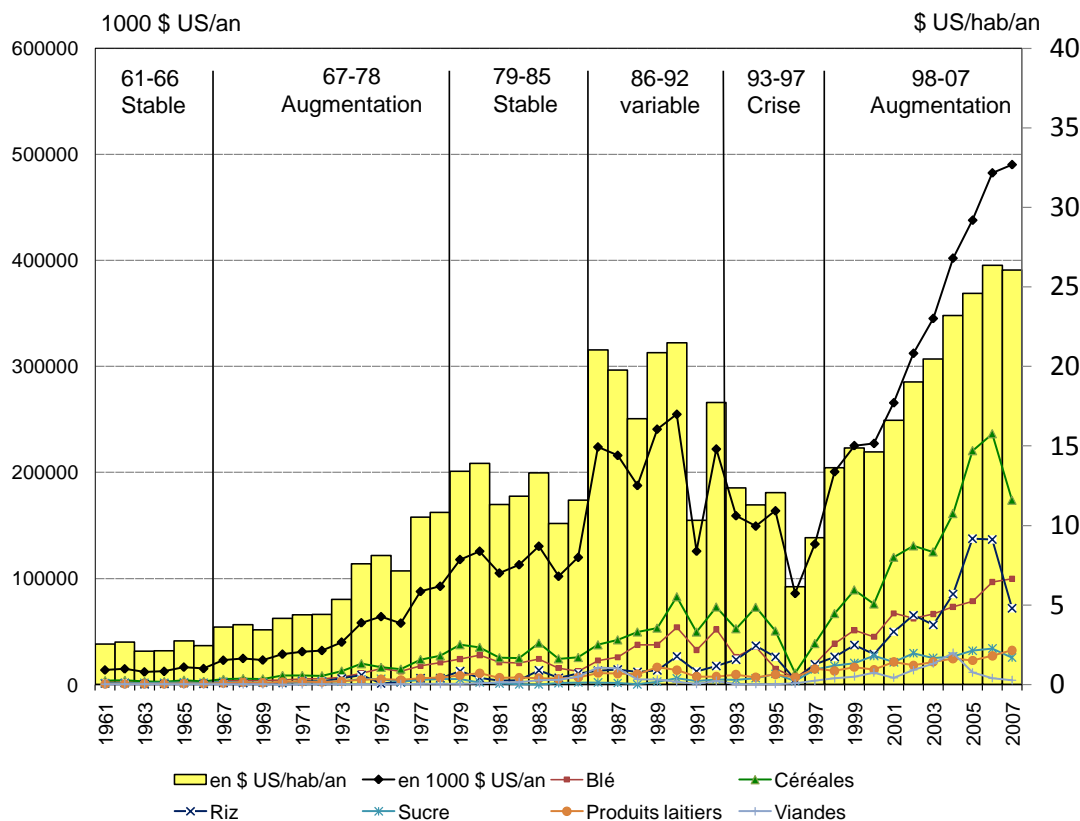


Figure 1. Evolution de la valeur des importations alimentaires au Cameroun depuis l'indépendance

Six périodes peuvent être distinguées, selon que la valeur des importations augmente, stagne ou diminue.

1961-1966.

La valeur des importations est relativement constante, dans la fourchette de 14 et 15 millions de dollars US.

1967-1978

La valeur des importations croît fortement et régulièrement, passant de 15 millions à 92 millions de dollars US. En 1967, on observe une augmentation drastique des importations de riz de l'ordre de 202 % par rapport à l'année antérieure. Malgré le lancement de la « révolution verte » au début des années 1970, avec la création des grandes sociétés agroindustrielles³ (production et transformation de riz, de blé, sucre, viande et autres) durant cette période, la production agricole ne semble pas avoir crue pour répondre aux besoins des

³ Pour le riz, la SEMRY (société de modernisation de la riziculture de Yagoua), la SODERIM (société de développement de la riziculture de la plaine des Mbo), la Ndop rice... ; La société de développement de la production de blé (SODEBLE). Pour le sucre, la Cameroon sugar company (CAMSUCO) quelques années après la création de la société sucrière du Cameroun (SOSUCAM) ; la Mission de développement de l'embouche bovine (MIDEBOM), ainsi que d'autres sociétés de développement qui vont s'avérer par la suite de véritables « éléphants blancs ».

consommateurs, car en 1977 par exemple, les sommes déboursées pour les importations ont été vertigineuses, de l'ordre de 184 % pour le riz, 73 % pour le sucre, un peu plus de 60 % pour les céréales et les viandes.

1979-1985

La valeur des importations reste quasiment constante, autour de 120 millions de \$ US ;

1986-1992.

La valeur des importations fait un saut important de 120 millions de \$ US en 1985 à 225 millions de \$ US en 1986, puis reste relativement stable entre 200 et 250 millions \$ US jusqu'en 1992. Malgré la révolution verte et les plans quinquennaux visant durant cette période et la période précédente à remplacer les importations par la production nationale, la valeur des importations est inversement proportionnelle à la production nationale. Paradoxalement, même si la valeur des importations est toujours importante, il n'en demeure pas moins que le volume des exportations des mêmes produits a augmenté. Pour certains observateurs, le sucre local de « bien meilleure qualité » est exporté et la « brisure » est importée. Mais, en réalité, certaines sociétés de développement sont très mal localisées, les coûts de transaction en termes d'infrastructures routières ou ferroviaires par exemple pour acheminer le riz sur 1500 km, de l'Extrême-Nord vers les régions méridionale et côtière sont très élevés par rapport aux importations et les pertes post-récoltes énormes comme pour la plupart des autres produits agricoles.

1993-1997.

La valeur des importations chute à cause de la récession économique ; elle oscille entre 90 et 160 millions \$ US. Malgré la baisse drastique du pouvoir d'achat de la population suite aux mesures d'ajustement structurel avec pour corollaire une coupe de l'ordre de 50 à 70 % des salaires des agents de l'Etat et du privé, la dévaluation néfaste du Fcfa a renchéri le coût des importations. Paradoxalement, les importations ont été multipliées par 1,85 en moyenne. Le pic est atteint en 1997, où après les baisses de 1995-1996, on assiste à des rattrapages très importants de l'ordre de 250 % en moyenne, ce qui est très élevé pour une économie en crise.

1998-2007.

La valeur des importations croît fortement, de 220 millions \$ US à 490 million \$ US. La reprise économique à pour conséquence l'augmentation constante du volume des importations. Les importations de blé ont été multipliées par 2 (passant de 45 et 100 millions de \$ US), il en est de même de la valeur des importations de riz qui ont cru dans la fourchette de 28 à 72 millions de \$ US (avec un pic de 137 millions de \$ US en 2005 et 2006). Quant aux importations de céréales, elles ont cru de 76 à 174 millions de \$ US (avec un pic de 220-236 millions de \$ US en 2005-2006). La dernière séquence a aussi été marquée par les

importations massives de découpes de poulets qui ont plombé jusqu'en 2005 la production domestique et causé la fermeture de nombreuses fermes locales⁴.

Cette augmentation des importations alimentaires signifie-t-elle une aggravation de la dépendance alimentaire du Cameroun ?

Au total, cette évolution ne corrobore pas les analyses habituelles qui concluent très hâtivement à une aggravation de la dépendance. Il convient donc d'élargir le débat en rappelant toutes les dimensions du phénomène, en particulier celles-ci :

- d'une part, la croissance des importations alimentaires participe à l'exceptionnelle progression du commerce extérieur du Cameroun, toutes rubriques confondues, et ce dans un contexte d'excédent (jusqu'au début des années 90)⁵ et intermittent depuis lors, de la balance commerciale.
- d'autre part, la population a pratiquement quadruplé dans la période, passant de 5,4 millions habitants à 18,9 millions entre 1960 et 2008 ; en ramenant la valeur des importations alimentaires au nombre d'habitants, on constate qu'après la crise en 1993, la valeur des importations alimentaires en \$ US/hab/an est retombée en 1994 au niveau de 1975, et qu'en 2003-2004, elle atteint le niveau de 1992.

Au final, l'analyse globale de l'évolution conduit à des conclusions nuancées. S'il est vrai que les achats ont atteint un niveau qui préoccupe à juste titre les pouvoirs publics et davantage la société civile, rien n'autorise cependant à affirmer que le poids de l'importation alimentaire se soit alourdi. La question essentielle consiste plutôt à savoir si les camerounais pourront continuer, comme par le passé, à vendre ce qu'ils produisent et à recourir à d'importants achats extérieurs pour compléter leur ration alimentaire. Si, le système avait jusque là fonctionné parce que les exportations fournissaient les moyens de paiement nécessaires, les émeutes sociales de février 2008 ont mis à jour ses limites structurelles.

La part de l'ensemble céréales-produits animaux n'a cessé d'augmenter. Si nous en tenons aux valeurs absolues, entre l'indépendance et 2007, les importations de blé ont augmenté de 40 %, celles des céréales, du lait et des produits laitiers de moitié, celles du riz des deux tiers et celles de la viande de 13 %. On observe des phases où les importations diminuent par rapport aux années antérieures, mais très vite des phases « de rattrapages » sont observées. On aurait l'impression qu'on serre la ceinture quelques temps et une importation compensatrice est réalisée les années suivantes. En réalité la production locale, en butte à la volatilité des prix, sert d'aliment de repli lorsque les importations coûtent chères. Aussi, lorsque les cours des principales cultures de rentes (cacao, café, coton) et le pétrole sont élevés (synonyme d'un renflouement massif des caisses de l'Etat), le pays s'offre des cadeaux sur le marché

⁴ Lire utilement la thèse de doctorat de Cyprien Awono (2008), portant sur les déterminants microéconomiques de la consommation urbaine de poulets dans les pays du sud : cas du Cameroun et Haïti, ainsi que les articles publiés à ce sujet et les dossiers de l'association citoyenne de défense des intérêts collectifs (ACDIC).

⁵ Lire utilement les informations fournies par l'Institut national de la statistique du Cameroun (www.statistics-cameroon.org).

extérieur. Peut-être aurait-il été intéressant d'investir une partie de la rente sous forme de prime objective qui permettrait de valoriser et rendre disponible l'offre locale.

La consommation du blé est une résultante de l'urbanité alimentaire héritée de la période d'occupation coloniale où la consommation citadine est essentiellement importée au détriment des produits du terroir « bon marché ». Comment imaginer que la consommation du « pain » au petit déjeuner ne se fasse qu'avec le blé importé alors de nombreuses études de l'Institut camerounais de recherches agricoles pour le développement (IRAD) montrent qu'il pourrait avoir des valeurs nutritives plus importantes avec le manioc, la patate et autres exportés à l'état brut.

Influence des prix sur les importations et la consommation au Cameroun

Outre la faiblesse de la croissance économique, l'augmentation des prix de certains biens essentiels a aussi contribué à éroder le pouvoir d'achat des ménages, même si l'inflation est modérée depuis près d'une décennie (Tableau 4). En effet, la satisfaction d'une demande nationale de consommation finale toujours croissante a été possible à travers l'augmentation conséquente entre 2001 et 2007 des importations de certaines denrées de première nécessité. A titre d'exemple, entre 2001 et 2007, le volume de riz importé a été pratiquement multiplié par 2. Les prix des produits importés ont augmenté beaucoup plus vite que ceux des produits domestiques ; et le Gouvernement a dû abaisser les droits de douane sur certains produits, au regard du pouvoir d'achat des populations.

Tableau 4. Indices de prix à la consommation

| Années | Alimentaire | Non-Alimentaire | Total |
|--------|-------------|-----------------|--------|
| 1998 | 177,24 | 151,8 | 162,36 |
| 1999 | 179 | 155,88 | 165,41 |
| 2000 | 183,13 | 156,48 | 167,43 |
| 2001 | 195,87 | 159,69 | 174,83 |
| 2002 | 205,33 | 161,3 | 179,79 |
| 2003 | 203,89 | 164,76 | 180,91 |
| 2004 | 199,92 | 168,55 | 181,33 |
| 2005 | 201,57 | 172,88 | 184,86 |
| 2006 | 214,78 | 179,56 | 194,06 |
| 2007 | 218,11 | 181,04 | 196,24 |
| 2008 | 238,07 | 184,37 | 206,73 |
| 2009 | 252,14 | 184,48 | 213 |

Sources : ECAM, 2007 ; FAOstat, 2010.

A l'analyse, le tableau 4 montre clairement que le Cameroun serait ce rentier sur le marché mondial qui vend moins cher ses produits et subit le contrecoup du renchérissement du prix de ses denrées alimentaires. Ce qui amène à se poser la question du maintien de cette stratégie d'exportations de produits agricoles peu ou pas consommés, et en compensation d'importations alimentaires de plus en plus coûteuses au Cameroun.

Discussions. Le rôle des importations dans la politique alimentaire au Cameroun

Le niveau des importations est sans cesse croissant depuis l'indépendance du Cameroun. L'analyse de la nomenclature des productions agricoles laisse transparaître le leadership du Cameroun, sur la production des cultures de rentes (cacao, café, coton, huile de palme, banane...) et certaines productions vivrières exportées essentiellement en Afrique centrale et au Nigéria (tomate, banane, céréales, racines, tubercules...). Paradoxalement on observe une importation massive de certaines denrées alimentaires alors que la production locale gagnerait à être encouragée et valorisée compte tenu du potentiel agricole local (lire l'annuaire statistique du Cameroun, INS, 2008). Awono et *al* (2008) montrent par exemple comment les importations massives et incontrôlées de découpes de poulets ont profondément modifié les habitudes alimentaires des ménages camerounais, et surtout comment les consommateurs locaux se sont appropriés des produits importés au détriment de produits locaux (qui hors considération de prix sont préférés par les consommateurs). La même logique est observée sur certains produits, comme le blé, où dans les campagnes, les villageois consomment habituellement au petit déjeuner des gâteaux ou beignets de céréales locales (manioc, patate, mil, maïs et autres), mais dans les centres urbains préfèrent consommer le pain, fait de blé importé (signe extérieur d'une certaine urbanité alimentaire).

Besoins d'importation et satisfaction de la demande locale

La politique agricole du Cameroun s'est traduite de 1960 à 2005 par deux grandes phases (Ondoua-Manga, 2006) :

- La première, de 1960 à 1990, est caractérisée par une forte intervention de l'Etat à travers des plans quinquennaux de développement. Les six plans quinquennaux avaient pour objectifs principaux : le maintien et la consolidation de l'autosuffisance alimentaire ; le développement des cultures d'exportation et l'amélioration du niveau et des conditions de vie en milieu rural.
- La seconde phase marque le désengagement de l'Etat suite à la mise en place des plans d'ajustements structurels (PAS), de la sphère productive et son recentrage sur ses missions régaliennes de facilitation de l'activité des opérateurs privés.

Même si la sécurité alimentaire reste globalement préservée, de même que des parts des produits d'exportation qui représentent environ 50 % de la valeur des exportations du pays, les résultats n'ont cependant pas été à la hauteur des moyens dégagés par l'Etat pour parvenir à ses fins (Ondoua-Manga, 2006).

La littérature actuelle sur le Cameroun fait état d'un pays où 60 à 70 % vivrait de l'agriculture. Mais à l'évidence, le tableau 5 montre clairement que la croissance de la population agricole est en baisse depuis quelques années (soit -0,14 % en 2008). Par conséquent, la force agricole n'est plus que 43,2 % du fait de l'urbanisation rapide du pays. L'exode rural aurait-il un impact sur la production agricole camerounaise ? De manière absolue (lire les rapports du Ministère de l'agriculture et FAOstat), l'offre de produits

alimentaires locaux n'est pas en baisse, l'urbanisation rapide aurait plutôt pour conséquence l'augmentation de la demande des denrées non disponibles en quantité suffisante.

Tableau 5. Indicateurs sociodémographiques

| | |
|--|------------|
| Population totale (nombre d'habitants) (2008) | 18 897 957 |
| Taux de croissance de la population (2008) | 2,0% |
| Population agricole (nombre d'habitants) (2008) | 8 277 000 |
| Taux de croissance de la population agricole (1998-2008) | -0,14% |
| Population rurale (% sur la population totale) (2008) | 43,2% |
| Chômage (% sur la population active) (2006) | 7,5 |

Source : CountrySTAT Cameroun, 2010.

Le tableau 6 montre une amélioration de la couverture en calorie moyenne des camerounais. On assiste actuellement à un rattrapage similaire à la situation d'avant la crise économique des années 1990. Les données issues d'ECAM 3 montrent qu'entre 1996 et 2007, le niveau de pauvreté global de la population est passé de 53 à 39 %.

L'apport calorique minimum exigé par la FAO par habitant de 2400 kcal par jour.

Tableau 6. Indicateurs sur la pauvreté et la faim

| | 1990-92 | 1995-97 | 2002-02 | 2004-06 |
|--|---------|---------|---------|---------|
| Apport énergétique alimentaire (kcal/personne/jour) | 2020 | 2020 | 2160 | 2240 |
| Taux annuel moyen de variation de l'apport énergétique alimentaire (%) | 0,0 | 0,0 | 1,3 | 0,7 |
| Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (%) | - | - | - | 23,0 |

Source : CountrySTAT Cameroun, 2010.

Assouplissement de la politique tarifaire pour des denrées alimentaires peu ou pas produites au Cameroun

Jusqu'en 1994, les marchés agricoles camerounais étaient protégés par des droits de douanes et des taxes additionnelles s'élevant au total de 41 à 88 % selon les produits (Awono et al., 2010 ; Laroche-Dupraz et al., 2009). Le Cameroun pratiquait une politique discriminatoire en termes de politique commerciale en faveur des produits et producteurs nationaux. En effet, plus un produit importé était susceptible d'entrer en concurrence avec un produit local, plus le droit de douane à l'importation, assis sur la valeur CAF des marchandises, était élevé. Il en était ainsi du groupe de produits constitués du haricot, des huiles, des oignons et du maïs pour lequel le droit de douane était de 58 % et le riz dont la taxe est de 46%. Par contre, la farine de blé, qui n'a pas de concurrent direct, subissait une taxation moins importante de l'ordre de 39% (Douya et al, 2006)⁶. En 1994, dans un contexte de mise en œuvre des politiques d'ajustement structurel et de dévaluation du franc CFA, le gouvernement Camerounais a signé le traité instituant la CEMAC, Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale, dont l'un des objectifs poursuivis était la mise en place d'un système douanier commun

⁶ Direction des douanes du Cameroun : www.douanescustoms-cm.org.

(Awono et al, 2010 ; Laroche-Dupraz et al., 2009). Un tarif extérieur commun (TEC) de 20 % a été adopté. Afin d'accroître la consommation des citoyens à faible pouvoir d'achat, le riz et le blé ont été classés « bien de première nécessité » et, à ce titre, assujettie au droit de douane réduit de 5 %, les autres taxes restant inchangées (Awono et al, 2010 ; Laroche-Dupraz et al., 2009).

Cet assouplissement tarifaire est parfois synonyme de certaines dérives. En effet, on observe une importation massive de certaines denrées alimentaires qui finalement entrent en concurrence avec les produits locaux. Sur ce plan, la vigilance des acteurs de la société civile reste efficace même si un pas est vite franchi quant à la souveraineté alimentaire et la dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

En l'état des données statistiques actuelles sur l'alimentation, même si les importations ont cru depuis les indépendances, elles devraient être corrélées à l'augmentation de la population locale et au niveau relatif de développement atteint par le pays⁷.

Les importations comme instrument de la politique alimentaire du Cameroun

A partir du cas du riz, nous allons expliquer comment l'achat de produits alimentaires participe à la régulation de la consommation au Cameroun. L'analyse pourrait aussi être faite avec d'autres produits comme les céréales, le blé, les produits laitiers et la viande. Nous allons éviter de faire une analyse par des indicateurs qui confond bien souvent l'effet et la cause et amène à conclure très rapidement que le pays est dépendant de l'extérieur.

La politique des importations donne quelques avantages à la population locale et assure en plus des revenus tirés des taxes douanières, une « paix sociale » au gouvernement.

Chaque année, au vu du disponible alimentaire et des besoins d'importation pour combler le déficit alimentaire surtout en termes de production du riz ou du blé, le ministère du commerce accorde des licences d'importation. Les importateurs agréés sont autorisés à importer un certain tonnage d'aliment qui ne devrait pas entrer en concurrence avec la production locale. Depuis la libéralisation de tous les secteurs économiques, l'État ne garanti plus le prix d'achat. Bref, il ne contrôle plus les variables qui rentrent dans la formation et la fixation du prix du riz sur le marché local. Il agit comme précisé plus haut par le curseur fiscal. Il n'est donc pas étonnant que le riz soit classé comme un produit de première nécessité et assujetti à une taxe de 5 % en plus de la taxe sur la valeur ajoutée qui est de 20 %.

Selon le ministre camerounais du commerce L-M Mbarga Atangana (Linge, 2010)⁸, le Cameroun importe chaque année 500 000 tonnes de riz des pays d'Asie pour 100 milliards Fcfa de dépenses. La demande nationale a été estimée en 2009 à 400 000 tonnes couvertes à hauteur de 300 000 tonnes par les importations. Toutefois, selon le ministre du commerce, 100 000 tonnes de riz sont réexportées (sous forme de contrebande) vers les pays voisins.

⁷ Le Cameroun est classé par la Banque mondiale parmi les pays à revenu de la tranche inférieure.

⁸ Lire Idriss Linge - 15/03/2010, Va-t-on interdire l'importation du riz au Cameroun ?

<http://www.journalducameroun.com/article.php?aid=4471>

Le même mécanisme est utilisé (en théorie) pour les autres produits alimentaires⁹.

Le système participe à la mise en œuvre d'une véritable politique alimentaire conjoncturelle, car il permet de pallier aux déficits de l'offre alimentaire domestique. Une politique stratégique serait de valoriser les produits locaux. En effet, sur les marchés locaux, le riz coûte deux fois plus cher que les féculents, les racines et tubercules locales. Une orientation de la ponction fiscale vers le désenclavement des zones de production agricoles qui se trouvent bien souvent à quelques encablures des zones urbaines permettraient de rendre plus accessibles et disponibles en quantités suffisantes les produits du « terroir ».

⁹ Communication personnelle, Yves Awono (consultant en marketing et commercialisation des produits agricoles et alimentaires).

CONCLUSION

La confrontation des contraintes de l'offre et de la demande locales aux statistiques des importations alimentaires met à jour la fragilité de l'autosuffisance alimentaire au Cameroun. Elle révèle aussi l'ambivalence et les contradictions de l'attitude de l'autorité publique dans la situation actuelle. En effet, l'Etat est obligé d'un côté à tenir le langage de Bretton Woods sur la libéralisation des filières agricoles et d'un autre côté, alléger les taxes sur les produits de première nécessité (riz, blé, poisson) indispensables à la préservation de la paix sociale.

Même si la crise économique a érodé le pouvoir d'achat des camerounais et réduit le niveau de consommation par rapport aux années 1980, un rattrapage s'opère depuis le début de cette décennie. Dans un tel contexte, les importations participent non seulement à l'approvisionnement et à la régulation de l'offre domestique, mais aussi aux changements des habitudes alimentaires de la population camerounaise. Mais, elles posent aussi la question du choix des politiques alimentaires vers la promotion et la valorisation des produits locaux, comme alternative aux importations alimentaires.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Awono, C. (2008). Les déterminants microéconomiques de la consommation urbaine de poulets dans les pays du sud : Cas du Cameroun et d'Haïti. Thèse de doctorat en économie, soutenue le 19 mai 2008 à AGROCAMPUS OUEST de Rennes, France, 224 p.

Awono C., Laroche Dupraz C., Grongnet J.F., Vermersch D., Havard M., Lhuissier A. (2008). *Déterminants de la consommation urbaine de poulet de chair au Cameroun : Cas de la ville de Yaoundé*. Agriculture et développement urbain en Afrique de l'Ouest et du centre, Editions L'Harmattan, tome 1 : Gouvernance et approvisionnement des villes, pp. 209-218.

Awono C., Laroche Dupraz C., Vermersch D. (2010). *Impact des politiques commerciales sur le marché du poulet au Cameroun : Une analyse en équilibre partiel mono produit*. Communication au 50^e Congrès de la société canadienne de sciences économiques (SCSE), 12 au 14 mai 2010, Québec, Canada.

Banque mondiale, (2010). Lien internet : <http://donnees.banquemondiale.org/pays/cameroun>.

CountrySTAT Cameroun, (2010). Lien internet : <http://countrystat.org/cmr>.

Direction des douanes du Cameroun, 2010. Lien internet : www.douanescustoms-cm.org.

Douya E., Hermelin B., Ribier V. (2006). *Impact sur l'agriculture de la CEMAC et de Sao Tomé et Principe d'un Accord de Partenariat Economique avec l'Union européenne*, Paris, GRET, mars 2006, 118 p.

FAOstat, 2010. Lien internet : <http://faostat.fao.org/>

Institut national de la statistique du Cameroun (INS), (2010). Lien internet : www.statistics-cameroon.org.

Institut national de la statistique du Cameroun - Annuaire statistique du Cameroun, 2008. Troisième partie : Activités économiques, 206 p.

Laroche-Dupraz C., Awono C., Vermersch D., (2009). *Impact des politiques commerciales sur le marché du poulet au Cameroun : Intérêts et limites d'un modèle d'équilibre partiel*. 313-314, Septembre - décembre 2009 : Varia, 67- 84, Revue Economie Rurale.

Ondoa-Manga, T. (2006). Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960. Document de travail, OECD, Paris, France, 70 p.

Troisième Enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM 3), 2007. Tendances, profils et déterminants de la pauvreté au Cameroun. Institut national de la statistique du Cameroun, Rapport d'activités, 51 p.

ANNEXES

Tableau 1. L'alimentation dans les importations camerounaises¹⁰

| Années | Valeurs | | Années | valeurs | |
|-------------|------------------------------|-----------------------------------|-------------|------------------------------|-----------------------------------|
| | Valeurs absolues (1000\$) | Part dans les importations (%) | | Valeurs absolues (1000\$) | Part dans les importations (%) |
| 1961 | 13745 | 14,31 | 1985 | 119949 | 10,50 |
| 1962 | 14788 | 14,57 | 1986 | 224018 | 13,14 |
| 1963 | 11934 | 10,95 | 1987 | 216107 | 12,35 |
| 1964 | 12454 | 9,36 | 1988 | 187708 | 12,93 |
| 1965 | 16463 | 10,87 | 1989 | 240795 | 19,09 |
| 1966 | 15067 | 11,42 | 1990 | 254859 | 16,29 |
| 1967 | 22928 | 12,10 | 1991 | 125800 | 9,31 |
| 1968 | 24621 | 13,12 | 1992 | 222094 | 18,90 |
| 1969 | 23125 | 11,26 | 1993 | 159171 | 14,44 |
| 1970 | 28668 | 11,85 | 1994 | 149384 | 13,95 |
| 1971 | 31032 | 12,29 | 1995 | 163843 | 15,35 |
| 1972 | 32104 | 10,58 | 1996 | 85951 | 7,01 |
| 1973 | 40017 | 11,95 | 1997 | 132542 | 9,73 |
| 1974 | 58258 | 13,32 | 1998 | 200732 | 13,41 |
| 1975 | 64035 | 10,70 | 1999 | 225326 | 16,66 |
| 1976 | 57902 | 9,46 | 2000 | 227351 | 17,72 |
| 1977 | 87786 | 11,21 | 2001 | 265698 | 13,98 |
| 1978 | 92640 | 8,01 | 2002 | 312377 | 16,76 |
| 1979 | 117883 | 9,27 | 2003 | 345227 | 16,04 |
| 1980 | 125732 | 7,86 | 2004 | 402066 | 15,33 |
| 1981 | 105120 | 7,36 | 2005 | 437872 | 15,13 |
| 1982 | 112972 | 9,36 | 2006 | 482464 | 15,32 |
| 1983 | 130439 | 10,59 | 2007 | 490276 | 13,32 |
| 1984 | 102102 | 9,176 | | | |

Source : FAOstat, 2010 ; Banque mondiale, 2010.

¹⁰ Le lecteur pourra agréger les volumes disponibles sur les sites de la FAO (FAOstat) et de la Banque mondiale.

Tableau 2. La valeur des importations des denrées de première nécessité au Cameroun

| | Blé | Céréales (Riz+blé) | Riz | Sucre | Produits laitiers | Viandes | Commerce Total |
|------------------------|-------|-----------------------|-------|-------|-------------------|---------|----------------|
| Importations (1000 \$) | | | | | | | |
| 1961 | 2527 | 3619 | 1092 | 1217 | 605 | 323 | 96073 |
| 1962 | 2419 | 3995 | 1566 | 1471 | 608 | 282 | 101500 |
| 1963 | 2307 | 2766 | 459 | 1521 | 554 | 253 | 109000 |
| 1964 | 2078 | 2667 | 569 | 1636 | 641 | 208 | 133000 |
| 1965 | 2563 | 4230 | 1435 | 1933 | 935 | 226 | 151500 |
| 1966 | 2476 | 2992 | 512 | 1521 | 697 | 282 | 131916 |
| 1967 | 3443 | 4993 | 1545 | 2655 | 1282 | 347 | 189421 |
| 1968 | 3908 | 5563 | 1592 | 2260 | 2070 | 276 | 187642 |
| 1969 | 3694 | 5348 | 1622 | 1914 | 1596 | 137 | 205376 |
| 1970 | 4100 | 8604 | 1403 | 1843 | 2476 | 121 | 242000 |
| 1971 | 5223 | 8501 | 3173 | 2697 | 2818 | 188 | 252410 |
| 1972 | 5297 | 8257 | 2906 | 2607 | 2354 | 165 | 303462 |
| 1973 | 7022 | 12765 | 5732 | 2828 | 3177 | 276 | 334737 |
| 1974 | 10525 | 19601 | 8823 | 5164 | 4420 | 289 | 437305 |
| 1975 | 15146 | 16204 | 913 | 5222 | 5017 | 281 | 598256 |
| 1976 | 12350 | 14605 | 2115 | 2514 | 4415 | 373 | 611731 |
| 1977 | 17543 | 23599 | 5999 | 4358 | 5902 | 615 | 783058 |
| 1978 | 20812 | 27003 | 6061 | 5186 | 6505 | 610 | 1157000 |
| 1979 | 24084 | 37534 | 12548 | 5087 | 8517 | 828 | 1271000 |
| 1980 | 27665 | 35174 | 6441 | 1990 | 10580 | 1198 | 1600255 |
| 1981 | 21003 | 25219 | 3581 | 957 | 6435 | 2172 | 1428915 |
| 1982 | 20242 | 24808 | 3906 | 185 | 6605 | 2342 | 1207418 |
| 1983 | 24119 | 39051 | 13451 | 37 | 6100 | 4162 | 1231418 |
| 1984 | 15581 | 24254 | 6348 | 1277 | 5502 | 4577 | 1112747 |
| 1985 | 12407 | 25499 | 10520 | 1815 | 6779 | 7432 | 1142157 |
| 1986 | 22643 | 37425 | 13062 | 1985 | 10949 | 15927 | 1704676 |
| 1987 | 25678 | 42110 | 14091 | 1435 | 10229 | 15292 | 1749017 |
| 1988 | 37391 | 49552 | 11740 | 140 | 9727 | 4812 | 1452000 |
| 1989 | 37352 | 53235 | 13296 | 2658 | 16337 | 4720 | 1261000 |
| 1990 | 53959 | 82695 | 26586 | 5848 | 13594 | 2479 | 1564000 |
| 1991 | 32583 | 49506 | 12290 | 3328 | 7577 | 530 | 1351000 |
| 1992 | 52000 | 73100 | 17600 | 4800 | 7525 | 3402 | 1175000 |
| 1993 | 25817 | 52583 | 23449 | 4528 | 9342 | 459 | 1102000 |
| 1994 | 35610 | 72904 | 36653 | 5922 | 6793 | 369 | 1071000 |
| 1995 | 14956 | 50472 | 26094 | 10026 | 9505 | 398 | 1067107 |
| 1996 | 5966 | 10871 | 4792 | 3144 | 6804 | 986 | 1226610 |
| 1997 | 19566 | 38627 | 19052 | 14202 | 14788 | 3526 | 1361670 |
| 1998 | 38626 | 66907 | 25979 | 17775 | 12943 | 5788 | 1496380 |
| 1999 | 51265 | 89216 | 37204 | 20191 | 16365 | 7513 | 1352180 |
| 2000 | 45000 | 75933 | 28590 | 27030 | 14041 | 11231 | 1282900 |
| 2001 | 67115 | 119995 | 49696 | 21083 | 21247 | 6435 | 1900000 |
| 2002 | 62261 | 130689 | 65410 | 29448 | 18155 | 13711 | 1864000 |

| | | | | | | | |
|-------------|-------|--------|--------|-------|-------|-------|---------|
| 2003 | 66439 | 125007 | 56247 | 25081 | 21282 | 19749 | 2152000 |
| 2004 | 73269 | 161134 | 85227 | 26517 | 24433 | 29856 | 2622000 |
| 2005 | 78530 | 220397 | 137659 | 31905 | 22675 | 11400 | 2894000 |
| 2006 | 96728 | 236370 | 136764 | 33948 | 27027 | 6015 | 3150000 |
| 2007 | 99730 | 173784 | 71837 | 25351 | 32253 | 4191 | 3680000 |

Source FAOstat, 2010 ; Annuaire statistique du Cameroun, INS, 2008.

Tableau 3. Le volume des importations des denrées de première nécessité au Cameroun

| | Blé | Céréales | Riz | Sucre | Viande | Lait | Total commerce |
|-------------|-----------------------|-----------------|------------|--------------|---------------|-------------|-----------------------|
| | Importations (tonnes) | | | | | | |
| 1961 | 23885 | 32090 | 8205 | 6776 | 3959 | 6954 | 146521 |
| 1962 | 22557 | 33204 | 10247 | 8971 | 3677 | 6486 | 152020 |
| 1963 | 21614 | 25173 | 3459 | 9198 | 3343 | 5925 | 119228 |
| 1964 | 21253 | 26588 | 4234 | 7471 | 3536 | 6432 | 118024 |
| 1965 | 30814 | 48449 | 9419 | 10892 | 4500 | 8343 | 187605 |
| 1966 | 31207 | 34752 | 3404 | 9414 | 3540 | 6313 | 148285 |
| 1967 | 41567 | 50606 | 8981 | 15047 | 5854 | 10452 | 223150 |
| 1968 | 52848 | 63003 | 8972 | 14367 | 9538 | 17004 | 266003 |
| 1969 | 52083 | 62584 | 10252 | 14998 | 6839 | 12016 | 264566 |
| 1970 | 53444 | 91274 | 7794 | 15282 | 11218 | 19920 | 320927 |
| 1971 | 78035 | 112890 | 31923 | 18807 | 10356 | 18221 | 413847 |
| 1972 | 68226 | 96736 | 28234 | 16744 | 7259 | 12948 | 372350 |
| 1973 | 67224 | 91194 | 23873 | 12853 | 8572 | 15150 | 342732 |
| 1974 | 62644 | 81111 | 17292 | 17883 | 9712 | 16769 | 341176 |
| 1975 | 66634 | 68830 | 1707 | 9943 | 7537 | 13402 | 285702 |
| 1976 | 67040 | 74472 | 7011 | 6601 | 8894 | 15985 | 297867 |
| 1977 | 92682 | 116161 | 23115 | 14164 | 12497 | 22551 | 454143 |
| 1978 | 103852 | 123613 | 18761 | 18153 | 11563 | 20258 | 487857 |
| 1979 | 119296 | 163590 | 41283 | 17327 | 14996 | 27141 | 610981 |
| 1980 | 116874 | 140322 | 20721 | 5236 | 16179 | 28187 | 531239 |
| 1981 | 92789 | 107170 | 11039 | 1774 | 13087 | 21729 | 424078 |
| 1982 | 97179 | 117089 | 16706 | 658 | 14091 | 23556 | 467203 |
| 1983 | 144274 | 202008 | 51168 | 160 | 15276 | 23888 | 732564 |
| 1984 | 87252 | 129075 | 31020 | 8866 | 16789 | 26122 | 522513 |
| 1985 | 81107 | 141090 | 47756 | 6890 | 21598 | 31871 | 575967 |
| 1986 | 126442 | 190852 | 57881 | 11740 | 35833 | 48872 | 807228 |
| 1987 | 202081 | 289499 | 74871 | 4258 | 33934 | 45300 | 1002488 |
| 1988 | 299753 | 349926 | 49547 | 408 | 17894 | 29239 | 1146623 |
| 1989 | 301002 | 369647 | 57293 | 7755 | 27131 | 46015 | 1253791 |
| 1990 | 284030 | 384218 | 90287 | 11588 | 15107 | 28201 | 1236568 |
| 1991 | 208730 | 284746 | 50082 | 7894 | 10007 | 19090 | 853763 |
| 1992 | 331405 | 424405 | 73000 | 13044 | 10450 | 18669 | 1340552 |
| 1993 | 163293 | 277492 | 95046 | 12357 | 12276 | 23385 | 915006 |
| 1994 | 253114 | 431110 | 174704 | 13318 | 10613 | 20300 | 1355934 |
| 1995 | 82939 | 258611 | 124142 | 20654 | 11603 | 21976 | 869726 |
| 1996 | 52360 | 79198 | 26702 | 23785 | 14111 | 26236 | 363395 |
| 1997 | 149705 | 322041 | 172312 | 42663 | 22110 | 39417 | 1144104 |
| 1998 | 170663 | 310668 | 135339 | 49302 | 22640 | 37938 | 1151530 |
| 1999 | 246428 | 401501 | 151598 | 42626 | 31933 | 52785 | 1416895 |
| 2000 | 223000 | 396561 | 158208 | 52824 | 34733 | 53681 | 1446300 |
| 2001 | 301258 | 568875 | 250530 | 40964 | 31119 | 53292 | 1911356 |
| 2002 | 304613 | 648300 | 328848 | 59925 | 41620 | 64428 | 2238151 |

| | | | | | | | |
|-------------|--------|--------|--------|-------|-------|-------|---------|
| 2003 | 276697 | 529343 | 243430 | 41658 | 47000 | 68862 | 1883981 |
| 2004 | 274193 | 583567 | 301102 | 45600 | 59371 | 81140 | 2061001 |
| 2005 | 316681 | 766919 | 433032 | 46183 | 27518 | 46566 | 2560029 |
| 2006 | 374135 | 814045 | 429866 | 49924 | 25774 | 46836 | 2740745 |
| 2007 | 318174 | 558071 | 234472 | 83033 | 24754 | 45418 | 2079812 |

Source FAOstat, 2010 ; Annuaire statistique du Cameroun, INS, 2008.